

Postface



Timothée Parrique

*Chercheur en économie écologique
à l'Université de Lund*

Démarchandiser le vivant

Notre vision économique souffre d'un utilitarisme anthropocentré qui traite la nature comme un buffet à volonté. Nous avons *ressourcifié* le monde du vivant,³²⁰ transformant une réalité biophysique complexe en « ressources naturelles » et « services écosystémiques » ; un « capital naturel » qui attend patiemment son destin de « facteur de production ». Là où un enfant verrait le petit cochon de *Babe*, l'adorable rat de *Ratatouille*, et les créatures sympathiques du *Monde de Némo*, l'homo economicus voit du porc à trois euros le kilo, des services d'extinction de nuisibles, et un stock halieutique.

Mais les abeilles, les haies, et les ruisseaux sont plus que des ressources, des facteurs, des capitaux, ou des services. Ce sont des entités vivantes qui existaient bien avant l'invention de l'économie et continueront d'exister bien après elle. Considérez-vous votre chien comme de la simple « faune » qui génère des « services » de réconfort et de divertissement ? L'arbre présent depuis plusieurs générations dans votre jardin n'est-il que du bois de chauffage à 70 euros la stère ? Imaginons à quel point nos comportements seraient différents si nous traitions la nature comme une fédération de sociétés naturelles, une république des terrestres, une communauté des vivants. Brûler une forêt ou saccager un récif de corail s'apparenterait alors davantage à un génocide qu'à une panne ou un accident.

Parler de génocide des non-humains ou plus généralement d'écocide n'est pas une exagération. Notre espèce est activement en train d'orchestrer l'extinction de toutes les autres. Selon le dernier rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), une espèce vivante sur quatre (faune et flore confondues) est actuellement en danger d'extinction et la vitesse de leur déclin est de dix à cent fois plus rapide

³²⁰ Corvellec et Paulsson. *Resource shifting: Resourcification and de-resourcification for degrowth*, *Ecological Economics*, mars 2023.

que la normale.³²¹ Si la nature était une banque, nous serions interdits bancaire depuis longtemps. Et si la nature pouvait se défendre, des champignons comme le Cordyceps auraient sûrement déjà éteint notre espèce, comme dans la série *The last of us* (2023).

Mais la nature n'est pas une banque alors tout le monde s'en fout. C'est assez paradoxal d'avoir considéré certaines banques comme *too big too fail* – trop grosses pour faire faillite – pendant la crise financière de 2008 mais de ne pas appliquer les mêmes règles de protection inconditionnelle à des écosystèmes sans lesquels nous ne pourrions ni manger, ni boire, ni respirer. L'extinction de la vie sur terre ne fait ni chaud ni froid à la plupart des économistes. En effet, la théorie néoclassique (celle que l'on enseigne à l'université) considère que les différents facteurs de production sont substituables entre eux. On peut donc remplacer des ouvriers par des machines et *vice versa*. Et on peut donc aussi, théoriquement, se passer de la nature à partir du moment où l'on dispose de travailleurs et de machines.

En pratique, c'est absurde. Rien ne peut se substituer à la nature car c'est l'élément constituant de tous les autres facteurs de production. Nos outils sont faits de métaux et de matériaux et nous sommes nous-mêmes nourris, chauffés, et déplacés par de l'énergie. Un boulanger ne peut pas faire de baguettes sans farine, même si on lui donne trois fois plus de fours. Et puis, même si l'on pouvait faire du pain sans farine, comment ferait-on pour construire et faire fonctionner ces fours sans matériaux et sans énergie ? On ne pourrait pas car la nature est indispensable. L'économie française a beau être composée principalement de services (80 % de la valeur ajoutée nationale), elle ne fonctionnerait pas plus de quelques jours sans nourriture et sans énergie. Je défie tous ces économistes qui discréditent l'importance de l'écologie en affirmant que le secteur de l'agriculture ne représente que 2 % du PIB, d'essayer de continuer à écrire des théories sans manger.

Et pourtant, le discours de la croissance soi-disant « verte » a le vent en poupe. Armés de quelques chiffres attestant d'une baisse (minuscule) des gaz à effet de serre, les gouvernements de quelques pays riches se félicitent d'être à l'avant-garde de la transition écologique. C'est extrêmement naïf. La notion de soutenabilité écologique telle que définie par le cadre des limites planétaires³²² ou le socle biophysique des Objectifs de Développement Durable (changement climatique, vie aquatique, et vie terrestre) demande bien plus qu'une maigre baisse de l'empreinte carbone. Le défi de la soutenabilité est un Rubik's cube avec plusieurs couleurs : réchauffement climatique, acidification des océans, érosion de la biodiversité, usage des sols, de l'eau, pollutions diverses, etc. En faisant baisser de quelques pour cent leurs émissions nationales, ces pays qui se targuent d'une « croissance soutenable » ont seulement réussi à aligner trois cases de la même couleur sur une seule face du Rubik's cube. C'est un début mais on est bien loin du compte.

³²¹ IPBES, 2019. *The global assessment report on biodiversity and ecosystem services*.

³²² Katherine Richardson et al. *Earth beyond six of nine planetary boundaries*. *Science Advances*, septembre 2023.

Le concept même de « croissance verte » nous en dit long sur notre relation au vivant. L'éléphant dans la pièce, c'est notre obsession pour la croissance économique (d'ailleurs, disons plutôt le *SUV dans la pièce*, car il n'y aura bientôt plus d'éléphants). Alors que le climat se réchauffe, que l'eau se rarifie, que les sols perdent en fertilité, et que les pandémies deviennent de plus en plus probables, notre inquiétude prioritaire, c'est le Produit Intérieur Brut. Cet indicateur que l'on utilise pour estimer la fameuse croissance ne voit que les euros et fait donc l'impasse sur ce qui n'est pas marchandisée³²³, c'est-à-dire la quasi-totalité de la nature. Pire : il a tendance à considérer toute transformation des milieux naturels comme une source de « valeur ajoutée ». Un arbre centenaire qui stocke du carbone, héberge de nombreuses espèces, rafraîchit la ville pendant les canicules, filtre l'eau, etc. n'a aucune valeur. Aux yeux de la comptabilité nationale, le couper pour en faire une table basse constitue une création de richesse.

Devenu le totem de nos sociétés modernes, la course à la croissance justifie tous les moyens, à commencer par une mobilisation insoutenable d'un patrimoine naturel qui devrait être plus équitablement partagé entre pays, entre générations, et entre espèces (rappelons-ici que nous autres êtres humains ne sommes pas les seuls à nécessiter de l'énergie, des matériaux, et un espace de vie pour prospérer). C'est dans ce contexte que certains commencent à parler de décroissance : une réduction de la production et de la consommation pour alléger l'empreinte écologique planifiée démocratiquement dans un esprit de justice sociale et dans le souci du bien-être.³²⁴ Cette stratégie de ralentissement maîtrisée d'une économie en surchauffe écologique consiste à sélectionner les biens et services auxquels il faudra renoncer pour se permettre de revenir sous le seuil des limites planétaires. C'est une approche écocentrique qui vise à redimensionner la taille des économies humaines (à commencer par celles des régions les plus riches) en fonction de la biocapacité des écosystèmes.

La décroissance des économies biophysiquement obèses est un principe de bonne intendance : on ne consomme pas plus que les écosystèmes peuvent produire et on ne rejette pas plus que ce qu'ils peuvent éliminer. Une économie en harmonie avec la nature ne peut produire davantage que si elle parvient à améliorer la façon dont elle utilise son budget écologique ou si celui-ci augmente. Si on découvre une manière d'améliorer l'efficacité des panneaux solaires ou une nouvelle source d'énergie, on peut alors se permettre, si besoin, de consommer plus d'électricité. À l'inverse, si un écosystème se dégrade plus vite que prévu, il faudra produire et consommer moins pour le préserver. Nous devons voir la prospérité de l'économie comme intrinsèquement liée à celle de l'écologie. De la même manière qu'un organe sain ne survit pas longtemps dans un corps mourant, il ne peut exister d'économie prospère dans une biosphère qui s'effondre (ou du moins pas longtemps).

³²³ Voilà l'exemple que donne le *Système de compatibilité nationale (dernière édition, 2008)*, le manuel détaillant le calcul du PIB : « Par exemple, la croissance naturelle des réserves halieutiques des océans, non soumises aux quotas internationaux, n'entre pas dans la production, car cette croissance n'est pas gérée par une unité institutionnelle et les ressources en question n'appartiennent à aucune unité institutionnelle. Par contre, la croissance des réserves de poissons dans les alevinières entre dans la production, de la même manière que l'élevage est considéré comme un processus de production. Au même titre, la croissance naturelle des forêts non cultivées ou celle des fruits ou baies sauvages n'entre pas dans la production, tandis que la culture des arbres fruitiers comme celle des arbres servant à la production de bois d'œuvre ou à d'autres usages est comptabilisée dans la production de la même façon que les cultures annuelles. » (p.7).

³²⁴ Timothée Parrique, *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Seuil, septembre 2022.

Mais cette idée d'un ré-encastrement de l'économie dans la nature soulève des questions bien plus fondamentales. Ce dont nous avons véritablement besoin, c'est d'une nouvelle relation avec le vivant, un nouveau contrat naturel³²⁵. Celui-ci partirait d'une question que les économistes ne se posent jamais : « de quels humains la nature a-t-elle besoin ? ».³²⁶ Nous devons nous doter d'une « conscience écologique », comme disait le philosophe américain Aldo Leopold dans son *Éthique de la terre*. C'est l'idée d'une « communauté élargie » qu'on retrouve aussi dans la philosophie du *buen vivir*³²⁷. La société dans laquelle nous vivons n'est pas seulement humaine mais aussi animale, végétale, et minérale, et nous sommes tous citoyens de cette collectivité terrestre. La soutenabilité n'est pas qu'un principe d'administration biophysique, c'est aussi la possibilité d'une convivialité multi-espèces.

Quelle portion des biens et services que nous consommons actuellement serait amenée à disparaître si nous accordions un droit intrinsèque d'existence aux non-humains ? Si une rivière se voit accorder le statut de personne morale, et qu'une entreprise pollue cette rivière, alors ce n'est pas une taxe qui doit être payée, mais une amende imprévisible voire une peine plus lourde. En cas de litige, la peine doit être fixée par un tribunal en tenant compte des dommages causés à la rivière elle-même et à tous ceux dont la subsistance en dépend, aujourd'hui et demain. Placer la gestion de la nature sous l'égide du système judiciaire (et non sous celle des marchés) est une façon de réencastrent l'économie dans la société, elle-même réencastrentée dans la nature. C'est le levier le plus puissant pour faire revenir nos économies surdimensionnées dans la limite de l'écologiquement raisonnable.

Quelles seraient les conséquences d'une telle Déclaration universelle des droits des vivants ? Donner plus de droits à la nature veut forcément dire en retirer à d'autres. Déclarer le droit d'existence d'une forêt impose un devoir de non-nuisance à toutes les parties prenantes humaines qui interagissent avec cette entité. Dans le contexte actuel, celui d'un capitalisme assoiffé d'expansion, cela signifie contraindre toutes ces libertés écocidaires octroyées à des entreprises pour qui la « protection de la nature » n'est qu'un énième coût à minimiser. Finis les havres de pollution, fini le buffet à volonté ; donner des droits à la nature est une véritable révolution qui va changer à jamais notre façon de voir – et de faire – de l'économie.



³²⁵ Michel Serres, *Le Contrat naturel*, Flammarion, mars 2020.

³²⁶ Isabelle Delannoy, *L'Économie symbiotique. Régénérer la planète, l'économie, la société*, Actes Sud, octobre 2017.

³²⁷ Alberto Acosta, *Buen vivir. Pour imaginer d'autres mondes*, Utopia, janvier 2014.